

FONCTION PUBLIQUE

Les grévistes menacés

Comme il fallait s'y attendre, le ton menaçant auquel le gouvernement a recouru dans sa vaine tentative d'aspirer la grogne des fonctionnaires a, au second jour de la grève, charrié son lot d'intimidations multiples.

Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir) - Hier, des médecins, professeurs et docents, responsables syndicaux, étaient devant le juge qui leur a signifié l'illégalité du mouvement de grève de trois jours qu'ils ont déclenché et, du coup, leur a ordonné de l'arrêter.

Si le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière tend à solliciter systématiquement la justice, à travers le référé d'heure en heure, pour prononcer l'illégalité des grèves qui naissent dans le secteur de la santé, l'éducation et l'administration poursuivent, elles, de convoquer les vieux procédés faits de pressions et d'intimidations à l'encontre des grévistes. Pour autant, cela n'a pas entamé la détermination des fonctionnaires à aller au bout de leur action.

La grève, entreprise dimanche passé à l'initiative de la Coordination nationale des syndicats

autonomes de la Fonction publique, a connu hier un taux de suivi équivalent à celui enregistré au premier jour.

Le maintien du piquet de grève, en dépit aussi de l'annonce faite la veille de ce que le président de la République a finalement signé le décret portant application de la nouvelle grille des salaires, renseigne sur la tenace volonté des syndicats à faire aboutir leurs revendications dans leur intégralité. Le bras de fer ainsi engagé entre les syndicats de la Fonction publique et le gouvernement n'est pas motivé par la seule demande salariale.

Fondamentalement, la grève observée depuis dimanche passé structure la lutte des syndicats autonomes pour la reconnaissance de leur statut de partenaires sociaux, au même titre que l'Union générale des travailleurs algériens



Bien déterminés malgré les intimidations.

Photo : Samir Sid

(UGTA). Un combat légitime, tant il relève de l'ostracisme et de l'arbitraire que le gouvernement maintienne ces syndicats autonomes à la représentativité plus qu'avérée à l'écart des négociations intéressantes des secteurs professionnels où ils activent. Et, en adhérant massive-

ment au mot d'ordre de grève lancé par la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique, les fonctionnaires contestent à la Centrale syndicale le statut de partenaire social unique.

Les fonctionnaires, ce faisant, n'orchestrent pas

une agitation infondée. Ils militent pour faire valoir le droit de se donner la représentation syndicale qu'ils désirent. Un droit, au demeurant, stipulé par la loi fondamentale du pays.

Une telle revendication n'est pas, faut-il le redire, pour plaire au gouvernement qui abhor-

re les pluralismes en général, celui syndical en particulier. S'il n'était question que de revendication salariale, le gouvernement n'aurait certainement montré autant d'énervement. Les caisses de l'Etat, semble-t-il, n'ont jamais été autant pleines.

S. A. I.

LES SYNDICATS AUTONOMES NE SE LAISSENT PAS INTIMIDER

La justice en renfort pour casser la grève

Le rouleau compresseur de la justice a été mis en branle pour venir à bout de la détermination des syndicats autonomes réunis au sein de la Coordination des syndicats autonomes de la Fonction publique.

Naval Imès - Alger (Le Soir) - Visiblement décidé à stopper l'élan de la grève, le gouvernement ne recule devant rien. Amar Tou vient de s'illustrer, encore une fois, en poursuivant en justice les cinq syndicats de son secteur.

En totale violation des usages, la justice, a, dès mercredi dernier et sans même convoquer les syndicats concernés, jugé la grève d'illégalité et a ordonné son arrêt. Seuls les docents et les professeurs hospitalo-universitaires ont été convoqués hier par le juge qui, sans surprise, a statué sur l'illégalité de la grève.

En l'absence d'une «stratégie» pour contrer les grévistes, les responsables des différents secteurs tentent par tous les moyens

de casser le mouvement. Dans beaucoup de structures sanitaires, notamment à Azazga, ce sont des éléments des forces de l'ordre qui ont remis en mains propres la notification de la justice aux médecins grévistes.

A Baraki, c'est le directeur de la santé qui s'est chargé de le faire. Il a même menacé les grévistes de révocation. Au niveau de l'enseignement supérieur, la situation n'est guère plus reluisante.

Alors que le ministère de l'Enseignement supérieur invitait dimanche le Cnes au «dialogue», sur le terrain les assemblées générales des enseignants ont été interdites tandis que les affiches collées sur les murs étaient systématiquement arrachées.

En dépit de toutes ces intimidations, la Coordination des syndicats de la Fonction publique a fait savoir que la grève se poursuivra aujourd'hui encore. Les syndicats de la santé estiment de leur droit de poursuivre la contestation puisqu'ils n'ont officiellement reçu aucune notification de la justice.

Animant hier une conférence de presse, les responsables syndicaux ont fait part de leurs craintes face à l'asphyxie des libertés syndicales. Meziane Mériane, porte-parole de la coordination et SG du Snapest, n'a pu se retenir de dire que «Aïssat Idir doit se retourner dans sa tombe». Un commentaire inspiré par les propos tenus par le patron de la Centrale syndicale qui a traité les syndicats autonomes d'agitateurs. Il estime que «l'histoire rattrapera ceux qui osent actionner la justice contre des syndi-

cats». Lui succédant, le Dr Youf, président du SNPSP, a indiqué que c'est la panique qui pousse le ministre de la Santé à agir de la sorte. Son collègue du SNPSP n'en pense pas moins et indique qu'à l'occasion de cette grève, «le comble de la répression a été atteint».

Le coordonnateur du Cnes estime, pour sa part, que c'est leur «incapacité à proposer des solutions concrètes qui pousse les pouvoirs publics à ce genre de dérapages». «Nous avons reçu une missive de la part du ministre de tutelle. Il nous appelle au dialogue mais sur le terrain, ça se traduit par l'interdiction de l'affichage et la tenue des assemblées générales» explique-t-il résumant ainsi le jeu trouble auquel s'adonne le gouvernement, visiblement dépassé par l'ampleur de la contestation sociale.

N. I.

MAÎTRES-ASSISTANTS, PROFESSEURS ET DOCENTS D'ORAN : «Ils insultent l'avenir»

Maîtres assistants, professeurs et docents, regroupés dimanche lors d'un rassemblement, avaient gros sur le cœur. «Ils insultent l'avenir, notre avenir, nous menacent, nous accusent de manipulation politique alors que nous revendiquons tout ce qu'il y a de plus légitime», s'insurgent-ils.

Offusqué par la décision de justice suite à la plainte du ministère de la Santé, un maître assistant du CHUO nous explique : «Nous ne percevons qu'une indemnité du ministère de la Santé. Aujourd'hui, nous observons encore une fois un sit-in, en veillant à ce que les activités médicales soient assurées normalement.» Quant au secteur de l'éducation, contrairement à l'évaluation élaborée par la coordination locale qui regroupe pas moins de cinq organisations syndicales, le mouvement a été peu suivi.

Nos interlocuteurs parlent d'intimidations émanant de certains membres de l'UGTA. La direction de l'éducation a pour sa part évalué le taux de participation à 10% et ce, concernant les trois cycles.

Alors que la majorité des fonctionnaires se reconnaissent dans les revendications exprimées par les syndicats autonomes, l'éclatement de ces derniers entre une coordination et une intersyndicale n'encourage guère la mobilisation des travailleurs.

M. Fayçal